

Saint-Paul : une sexagénaire frappée à coups de barre de fer, son compagnon arrêté Page 6



LE BTP À LA RUE LANCE UN SOS

85% du chiffre d'affaires des entreprises, qui s'élève à 9,15 milliards d'euros, dépend de la commande publique et à 25% de la Région. Le marché privé est miné par l'incertitude du fait des inconnues qui hypothèquent le devenir de la défiscalisation. Pages 10 & 11

Photo Ludovic Lallier

Prix plume
Envolez-vous avec Air Austral à prix plume

Paris
à partir de
639 €*

Marseille
à partir de
699 €*

air-austral.com | I love Air Austral
0 825 013 012

*Tarif TTC - à partir de. Offre soumise à conditions. Sous réserve de disponibilité. Susceptible d'augmenter sans préavis.
Période de vente : du 1^{er} au 17 septembre 2017. Période de voyage : voir www.air-austral.com

AIR AUSTRAL

“Le BTP à l'agonie” mobilise

SOCIAL. Mieux qu'en 2010. L'interprofessionnelle du BTP s'est montrée satisfaite de cette mobilisation pour sauver le secteur du BTP. Au slogan “le BTP à l'agonie”, elle a rencontré les principaux décideurs locaux. Si aucune annonce concrète n'en est ressortie, elle a reçu l'assurance de l'organisation rapide de réunions pour évoquer concrètement la problématique du secteur.



Les syndicats de patrons et de salariés ont réussi à mobiliser leur troupe. Une démonstration de force pour mettre en lumière les difficultés de la profession. (photos Ludovic Lai-Yu).

Dès potron-minet, patrons et salariés se sont rassemblés au Jardin de l'Etat. Après “Arrêtez le massacre” en 2010, nouveau slogan en 2017 avec “Le BTP à l'agonie” derrière lequel plus de 3 000 personnes ont défilé (2 000 selon la police) pour sauver leur profession menacée par l'absence d'activités.

L'Interpro BTP* a démarré la marche vers 8h30 pour se rendre vers le Conseil départemental.

“Nous sommes déterminés”, lâche au micro le président de la FRBTP, Bernard Siriex. Les syndicats de patrons comme de salariés veulent être entendus jusqu'à Paris pour sauver emplois et entreprises. Depuis le début de l'année 2017, ils sont confrontés à de réelles difficultés sans visibilité pour la fin de l'année,

ni pour 2018. Dans le cortège des manifestants se mêlent des politiques (lire par ailleurs) comme les députés David Lorion, Huguette Bello, puis un peu plus tard Jean-Hugues Ratenon.

UN CERCUEIL EN GUISE DE SYMBOLE

Pour sa première halte au Département, l'Interpro BTP est reçue par le conseiller départemental, Rémy Lagourgue en l'absence de la présidente de la collectivité Nassimah Dindar, excusée pour raison de santé.

Après une demi-heure de discussions sans la présence des caméras, les patrons et salariés ressortent avec un sentiment partagé. “Le Département s'est engagé à revoir les dossiers un peu plus tard. Les élus ont pris en

compte les éléments de notre motion (lire par ailleurs)”, explique le président de la Capeb, Cyrille Rickmounie. L'Interpro pousse pour que le Département débloque plus de budget pour le secteur du BTP. Elle veut des engagements qui aillent au-delà des 45 millions d'euros fléchés pour cette année.

Derechef, les manifestants reprennent le chemin les menant jusqu'à la préfecture, précédés par un camion transportant un cercueil. Tout un symbole.

Rue de Paris, le secrétaire départemental de la CGTR BTP, Jacky Balmine prend le micro quelques minutes. “Après les échanges avec le Département, j'ai envie de dire que je suis comme Saint-Thomas. Je crois uniquement ce que je vois. Il n'y a pas eu d'annonces et nous ne pouvons

pas attendre l'année prochaine. C'est maintenant qu'il faut agir.” Les manifestants d'un jour ne veulent pas de chiffres, mais du travail. Et les perspectives entrevues sous François Hollande – 11 milliards de moins pour les collectivités – se poursuivent sous l'ère Macron avec des coupes budgétaires de l'ordre de 15 milliards d'euros. Le BTP à La Réunion a besoin de la commande publique. Elle représente entre 80% et 90% de son activité. “J'espère que nous aurons de vraies réponses dans les prochains jours”, rappelle Jacky Balmine.

Les organisations patronales reviennent brièvement sur la situation du BTP à la Réunion et rappellent que les alertes avaient été déjà lancées il y a quelques années après la première mobilisation en 2010. “Il faut arrêter d'être en campagne électorale. Ensemble nous devons nous unir pour défendre les salariés, les emplois et le BTP. Certains élus ne se sentent pas concernés par ce problème”, avance Bernard Siriex.

Après cette mise au point, l'interprofessionnelle est reçue par la Région. Autour de la table, Didier Robert, Fabienne Couapel-Sauret et Dominique Fournel. Des échanges fructueux qui ont duré une heure.

“Ensemble nous voulons défendre une vraie cohérence. Avec l'Europe il n'y a aucun problème mais avec Paris c'est difficile. Nous devons parler d'une même voix. Ces demandes doivent être formulées par l'ensemble des élus”, explique le président de Région Didier Robert.

RÉUNION EN OCTOBRE

Une première réunion est prévue en octobre avec l'ensemble du BTP pour parler des difficultés et des attentes en matière de logements. “Nous allons également organiser une réunion en fin d'année avec l'Etat et les bailleurs sociaux sur cette question de la réhabilitation (un marché qui pèse près de 800 millions d'euros, ndr)”, poursuit le président de Région.

Le défilé repart direction la préfecture où patrons et salariés sont attendus pour une rencontre avec Loïc Armand (Sgar) et le directeur de cabinet du préfet, ce dernier étant hors département.

Au passage, les présidents de la CCIR et de la Chambre de métiers et de l'artisanat viennent grossir la première rangée de manifestants.

Après une heure de discussion en préfecture, l'Interpro BTP ressort avec le sentiment

d'avoir été écoutée. Même si aucune annonce officielle n'a été faite.

Seule certitude, en plus de la réunion voulue par le président de Région, le préfet devrait convoquer l'ensemble des acteurs de la filière. Il s'agit d'identifier les points de blocage qui ont conduit à cette situation.

“Nous lançons un ultimatum pour 2018”, soulève Bernard Siriex. “Nous ne demandons pas des promesses pour 2019 ou 2020. Nous voulons des chiffres pour 2018. Sinon nous aurons des pertes en 2017. Il faut les limiter.” Quant à Cyrille Rickmounie, si l'écoute a été au rendez-vous, il se dit toujours “perplexe” face à l'Etat.

Si la mobilisation est jugée satisfaisante, l'interprofessionnelle attend désormais la “concrétisation” du mouvement dans les prochaines semaines, sous peine de retourner dans la rue et de continuer la mobilisation.

Julien Delarue
jdelarue@jir.fr

Patel et Picardo écrivent à Macron

Après la Réunion Economique, les présidents de chambre consulaire Ibrahim Patel (CCIR) et Bernard Picardo (CMAR) ont décidé d'envoyer un courrier au président de la République Emmanuel Macron. Ils reviennent en détail et en chiffres sur le secteur du BTP. “Face à cette situation dégradée, nous souhaitons attirer votre attention sur la nécessité impérieuse de relancer l'activité dans ce secteur”, écrivent-ils.

Ils sollicitent le président Macron sur deux points importants. “Nous sollicitons la reconduction et l'amélioration des dispositifs actuels de la LODEOM sur le volet fiscal (zone franche) et social (exonérations de charges). Nous demandons la prorogation de la défiscalisation jusqu'à l'adoption d'un nouveau mécanisme de financement prévu en 2018, tout comme le maintien du CICE à son niveau actuel.”

* Intersyndicale (Adir, Capeb, CCP-BTP, CCCR, Constructys, Coprec, Croar, Far, FPIR, FRBTP, Objectif Paysage, SERR, Sorun, Spir, Synter, UHPR, Unep, Untec, CGTR, CFDT, CFE-CGC, CFTC ET FO).

3 000 salariés et patrons

Les propositions de la motion

À chaque rendez-vous, syndicats de salariés et de patrons ont déposé une motion à chaque collectivité et pour l'Etat.

10 propositions ont été formulées par l'Interpro du BTP. En premier lieu, elle mentionne les ratés du plan logement Outre-mer. Pour le BTP : "la parole de l'Etat n'a pas été respectée."

DÉFISCALISATION, LODEOM, PLAN MARSHALL...

L'interprofessionnelle réclame sa mise en place immédiate, notamment pour répondre aux 22 000 demandes de logements sociaux en attente. Même constat sur le logement intermédiaire. Le secteur ré-

clame la modification du dispositif de défiscalisation Pinel. Dans le cadre de la Lodeom, les patrons réclament la poursuite des volets fiscaux et sociaux au-delà du 31 décembre de cette année.

Côté infrastructures, les logements doivent être adaptés aux contraintes liées à l'autonomie, tout comme la nécessité de lancer un plan de logement pour les seniors. Ils rappellent que l'investissement de l'Etat par habitant est de 1 411 euros par habitant à La Réunion contre 2 522 euros en métropole.

C'est un Plan Marshall que veut mettre en place le BTP. Sur la question délicate des travailleurs détachés, ils veulent un moratoire pour interdire leur embauche

lorsque la compétence locale existe. "Aussi, des contrôles doivent être menés sur les chantiers pour lutter et dissuader l'embauche de personnes en statut d'auto-entrepreneur."

Outre la demande de respect de la "charte pour la détection des offres anormalement basses" jamais appliquée, le monde du BTP insiste sur la nécessité de "simplifier" les démarches administratives. "Le plan logement de 2015 avait prévu la mise en place d'un système incitatif aux maires bâtisseurs. Il faut agir sans attendre pour encourager ceux qui veulent construire et sanctionner lourdement ceux qui ne respectent pas leurs obligations de production", peut-on lire dans la motion.



10 propositions ont été formulées par les patrons et syndicats du BTP.



Un cercueil en guise de mort annoncée dans le BTP ?

Didier Robert appelle à "l'union sacrée" derrière le BTP

Principal bailleur de fonds de la commande publique dans le secteur du BTP, notamment avec la NRL, le président de Région a reçu l'interprofessionnelle. À la sortie de cette rencontre, Didier Robert a lancé un appel à un "véritable front réunionnais des acteurs publics et privés afin d'interpeller rapidement le gouvernement dans l'objectif d'obtenir le soutien au secteur d'activité économique essentiel au développement de notre île."

À cette occasion, il a souhaité proposer l'organisation d'une réunion avec l'ensemble des partenaires (Etat, bailleurs sociaux, établissements publics de coopération intercommunale...) pour la relance rapide d'un véritable plan logement afin de mettre en œuvre la rénovation et la réhabilitation des logements sociaux à La Réunion. "Nous devons rassembler les élus et tous ceux qui veulent travailler pour le développement de La Réunion. Je veux faire en sorte qu'avec les acteurs du secteur privé nous puissions parler d'une même voix pour porter la politique de grands chantiers, le soutien des entreprises, l'accompagnement des entreprises fragiles aujourd'hui", souligne Didier Robert.

Des députés à l'unisson derrière le BTP

C'est plutôt rare pour le souligner. Toute étiquette confondue, les députés ont appelé au soutien à la filière BTP. Idée lancée par le député David Lorion, l'écriture conjointe d'un texte pour soutenir le secteur du BTP, comme pour les Assises de l'Outre-mer, les contrats-aidés ou encore la canne à sucre. "Quelle que soit l'étiquette politique, nous devons tout faire pour maintenir l'emploi. C'est un atout pour l'économie réunionnaise", rappelle pour sa part le député Jean-Hugues Ratenon. Il veut aller plus loin et souhaite que les 24 maires de la Réunion se greffent à cette demande.

Plus critique, la députée Huguette Bello voit dans cette crise du BTP l'échec du plan "Grands Travaux" de la Région. "On nous avait

promis 3 000 emplois, il y en a seulement 600" précise la députée saint-pauloise. David Lorion insiste sur la nécessité de "simplifier" la prochaine loi de finances. "Il faut simplifier les procédures et accélérer la production de logement en vue de la création d'emploi."

Reçue dans l'après-midi par la députée Ericka Bareigts, l'interprofessionnelle a attiré l'attention du secteur sur ses difficultés. "Je me suis engagée à les accompagner sur plusieurs dossiers urgents comme la mise en place de la carte d'achat qui permet le paiement des TPE-PME en 15 jours et le maintien du badge BTP réunionnais." Un accompagnement aura également lieu sur le paiement des dettes fiscales et sociales. De plus la députée a rappelé la nécessité de

prendre localement des responsabilités avant de se rendre à Paris.

Quant à la députée Nadia Ramassamy, ancienne vice-présidente du Conseil régional, elle rappelle que la Région œuvre depuis plusieurs années à la relance de la commande publique. "J'ai conscience que malgré les efforts accomplis par la collectivité régionale, beaucoup restent à faire à tous les échelons pour relever les défis de notre développement économique et de l'emploi et je serai vigilante dès la prochaine rentrée parlementaire, notamment lors de l'adoption de la prochaine Loi de Finances." Elle rappelle que la Région est en capacité de mettre entre 60 et 80 millions d'euros par an pour la réhabilitation des logements à La Réunion.



Ericka Bareigts a reçu l'interprofessionnelle à sa permanence.